

Unité Départementale Hérault
Subdivision H2

Montpellier, le 14 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Syndicat Centre Hérault

Centre de stockage de déchets ménagers
lieu dit Mas d'Arnaud
34700 SOUMONT

Références : UD34/H2/2022/099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement Syndicat Centre Hérault implanté Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 SOUMONT . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a informé l'inspection d'une fuite de lixiviat provenant du bassin de lixiviat "haut" d'une capacité 5 300 m3.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault
- Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 SOUMONT
- Code AIOT dans GUN : 0018300581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site est exploité en régie directe par le Syndicat Centre Hérault (SCH), sous l'autorisation de l'Arrêté Préfectoral (AP) n° 2009-I-1613B du 30 juin 2009 (complété par l'AP n° 2012-I-2662 du 19 décembre 2012). L'autorisation d'exploiter arrivant à échéance fin 2022, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation pour prolonger l'exploitation du casier Ouest de 9 ans. La procédure d'autorisation est en cours.

Le thème de visite principal retenu est le suivant :

- Incident / Accident - rejets de lixiviats dans l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--------------------------|--|--|--|
| inspection accident | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 | / | Mesures d'urgence |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------------------|---|--|-------------------|
| Casier Ouest alvéole 10 | Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 1.2.3 | / | Sans objet |
| Défense incendie | Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 7.6.3 | / | Sans objet |
| Bassin de collecte des eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 4.1.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre un rapport d'incident justifiant :

- la chronologie des événements : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc.,
- les hypothèses sur les origines et causes de l'incident
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'incident,
- les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs air..), y compris une évaluation du volume de lixiviats susceptibles d'avoir transité via l' éventuelle fuite,

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : inspection accident / incident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'inspection a constaté des lixiviats s'écoulant en pied de talus hors rétention issus selon l'exploitant du bassin de lixiviat « haut » (5300 m3) qui se sont propagés à travers un talus constitué de remblais.</p> <p>Ces lixiviats ont été canalisés et récupérés dans plusieurs bassins (gravitairement ou par pompage).</p> <p>Les capacités de rétention utilisées pour récupérer ces lixiviats sont les 2 bassins d'eaux pluviales (EP1-2 et EP3), une alvéole de la zone de stockage de déchets non encore exploitée (alvéole 10 du casier Ouest), le bassin de lixiviats "bas" (560 m3) et le bassin de stockage des eaux incendie .</p> <p>Bien qu'en nette diminution selon l'exploitant, l'écoulement des lixiviats à travers le talus se poursuit. Il semble toutefois compensé par les capacités de pompage mises en œuvre.</p> <p>Aucune trace de débordement des bassins d'eaux pluviales n'a été relevée. Toutefois, la présence de lixiviats est perceptible à l'aval du bassin EP3 sur environ 70 m en dehors du site. Cet écoulement pourrait résulter de fissures en fond de bassin EP3 bétonné.</p> <p>Un barrage est mis en place en contrebas (avant la confluence avec le Doumergoux) avec le pompage des lixiviats . Le maintien de cette action sera nécessaire jusqu'à la vidange complète du bassin EP3.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de</p> <ul style="list-style-type: none"> - fournir, sous 15 jours, en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport écrit complet décrivant a minima en les justifiant : <ul style="list-style-type: none"> • la chronologie des événements : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc., • les hypothèses sur les origines et causes de l'incident • les mesures mises en œuvre pour gérer l'incident, • les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs air.), notamment une analyse des sols et des eaux souterraines susceptibles d'avoir été impactés par les lixiviats, y compris une évaluation du volume de lixiviats susceptibles d'avoir été rejeté dans le milieu environnant incluant une expertise du bassin EP3 • les mesures organisationnelles et techniques envisagées pour prévenir le renouvellement d'un incident similaire. - réaliser dans un délai de trois jours, un contrôle de la qualité des eaux souterraines imposé à l'article 4.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-I-1613 B du 30 juin 2009. <p>Les paramètres mesurés devront comprendre au moins : le niveau piézométrique (pour les eaux souterraines), pH, conductivité, température, potentiel RedOx, résistivité, DCO, DBO5, COT, MES, Ng (dont nitrites et nitrates), chlorures (Cl-), sulfates (SO42-), phosphates (PO43-), ammonium (NH4+), potassium (K+), sodium (Na+), calcium (Ca2+), magnésium (Mg2+), manganèse (Mn2+), AOX ou EOX, Phénols, PCB, HCT, HAP, BTEX, cyanures libres (CN), fluor et ses composés (F), métaux totaux (dont As, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg), coliformes fécaux, coliformes</p> |

| |
|--|
| <p>totaux, streptocoques fécaux, salmonelles (présence). Les résultats d'analyses devront être transmis à l'inspection des installations classées, dès leur réception.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mesures d'urgence</p> |

Nom du point de contrôle : Casier Ouest alvéole 10

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 1.2.3</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Nature des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Ne sont pas admis les déchets suivants: [...] - déchets liquides (tous déchets sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues)</p> |
| <p>Constats : L'exploitant déclare à l'inspection avoir rempli l'alvéole 10 du casier Ouest de lixiviats sur une hauteur de l'ordre de 1 m.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les lixiviats de l'alvéole 10 du casier ouest dans des filières d'élimination adéquates dès réception du rapport d'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |

Nom du point de contrôle : Défense incendie

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 7.6.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau</p> |
| <p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : • une réserve d'eau constituée au minimum de 1 500 m3 effectifs, accessible en permanence aux engins de secours</p> |
| <p>Constats : La réserve d'eau incendie (dit bassin du SDIS) a été vidée pour recevoir les lixiviats du bassin de lixiviats "haut" défectueux.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, dans un délai d'une semaine, d'évacuer les lixiviats dans des filières d'élimination adéquates et de remettre après nettoyage du bassin, une réserve d'eau incendie conforme à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral déjà cité .</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |

Nom du point de contrôle : Bassin de collecte des eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 4.1.5 |
| Thème(s) : Autre, Bassin de collecte |
| Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, et le cas échéant, les eaux souterraines issues des dispositifs de drainage précité passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale permettant une décantation et un contrôle de leur qualité. |
| Constats : Les bassins d'eaux pluviales (EP3 et EP1-2) ont été vidés pour recevoir les lixiviats qui se sont échappés du bassin de lixiviats "haut " défectueux. Il est demandé à l'exploitant, dans un délai d'une semaine, d'évacuer les lixiviats dans des filières d'élimination adéquates et de mettre en fonctionnement les bassins d'eaux pluviales après vérification de leur étanchéité notamment du bassin EP3 bétonné. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |